

Communiqué du Snesup-FSU - 10 novembre 2020      Lundi 9 novembre, la commission mixte paritaire a conclu la phase d'examen parlementaire du projet de la LPR – très largement contesté par la communauté universitaire – par un texte final qui s'avère encore plus destructeur que le projet de loi initial. Ce texte confirme ce que nous avons par ailleurs dénoncé à de multiples reprises, en particulier le renoncement à l'objectif d'atteindre 1 % du PIB pour la dépense en faveur de la recherche publique à l'horizon 2030. Il renforce la précarité chez les personnels et comporte de graves attaques contre notre statut de fonctionnaire d'État. La création de "chaires juniors" et le recrutement désormais possible d'enseignant·es-chercheur·es sans qualification par le CNU, renvoyant cette décision à la seule appréciation des instances locales, en sont deux illustrations. En se donnant la possibilité de réprimer à sa guise l'ensemble des mouvements sociaux par le biais d'amendes et de peines de prison, le gouvernement remet en cause les franchises universitaires, les libertés syndicales et, au-delà, le principe même de la liberté d'expression sur les campus. Répression, budget insuffisant, clientélisme, précarité, concurrence exacerbée, tout l'arsenal néolibéral est dorénavant opérationnel.

Cette nouvelle étape dans la remise en cause du service public de l'ESR intervient dans le contexte du reconfinement, alors que les campus sont majoritairement fermés aux usager·es, qu'il n'est donc pas possible de se rassembler pour échanger et construire des mobilisations, et que l'ensemble de la communauté consacre toute son énergie au maintien du lien pédagogique à distance afin de permettre à toutes et tous les étudiant·es de poursuivre leur formation. La crise sanitaire nécessite des décisions budgétaires fortes pour éviter une catastrophe pour les étudiant·es : réduction des effectifs par dédoublement, recrutement, travaux, etc. La ministre n'a rien avancé en ce sens malgré nos alertes. De toute évidence, sa priorité, comme celle du gouvernement, est ailleurs, dans la défense d'une loi qui acte la fin d'une conception démocratique d'un service public de l'ESR ouvert à toutes et tous.

Frédérique Vidal n'a jamais tenu ses engagements vis-à-vis du monde universitaire, elle a défendu des budgets insuffisants qui n'ont jamais pris en compte l'accroissement du nombre d'étudiant·es. Elle n'a respecté ni les instances représentatives des personnels, ni le dialogue social et elle a notamment soutenu l'amendement au projet de LPR supprimant la qualification par le CNU après avoir volontairement écarté ce sujet durant la phase de concertation sur la LPR avec les organisations syndicales. Quel dialogue peut-elle encore prétendre entretenir avec la communauté universitaire, alors que tant de questions engageant à la fois la situation actuelle et l'avenir du service public de l'ESR restent en suspens ?

Pour le SNESUP-FSU, la ministre a désormais perdu toute crédibilité.

-----

Nos sections Snesup-FSU souhaitent vous informer d'autres initiatives d'actions :

- Lettre ouverte et pétition de la CP-CNU, appelant à la démission de Frédérique Vidal : <https://lettreouvertelpr.wesign.it/fr>
- Pétition contre la suppression de la qualification CNU : non au localisme : <https://www.change.org/p/enseignants-chercheurs-non-%C3%A0-la-suppression-de-la-qualification-par-le-cnu>
- Action "Écran noir" des collectifs Rogue-ESR, Université Ouverte, Sauvons l'Université : <https://universiteouverte.org/2020/11/13/operation-ecrans-noirs/>